

Les secrétaires de mairie au bout du rouleau

Souvent présentés comme les binômes des maires ruraux, les secrétaires de mairie ont également le blues. Les syndicats qui les regroupaient sont en déliquescence et dissous les uns après les autres.

Métier en tension

En 2016, 87 % des secrétaires de mairie avaient atteint l'âge de départ à la retraite. Dans de nombreux départements, les centres de gestion peinent à répondre aux offres d'emploi et des formations rapides sont proposées. Dans l'Oise, par exemple, le centre de gestion, Pôle emploi et l'Association pour le développement et l'innovation numérique des collectivités ont créé une formation de deux jours complétés par trois semaines de stage, pour devenir secrétaire de mairie. Cette formation est ouverte aux demandeurs d'emploi.

Il fut un temps où les mairies avaient leurs quartiers dans le bâtiment de l'école du village. Et où l'instituteur, figure pagnolienne qui enseignait la lecture et l'écriture, représentait l'éducateur aux valeurs républicaines, notamment la laïcité, face au prêtre, garant de la religion et de la morale. Mais l'instituteur était aussi celui qui connaissait la loi et, très souvent, il officiait également comme secrétaire de mairie. «C'était le notable du village qui remettait le maire sur les rails quand il allait réaliser des abus ou ne pas respecter les règles», relate Marcel Coevoet, président du Syndicat de secrétaires de mairie instituteurs. A cette époque, il y a eu jusque 20 000 à 25 000 secrétaires de mairie instituteurs. Aujourd'hui, il ne reste plus que 43 actifs proches de la retraite dans le syndicat dont Marcel Coevoet a pris la tête en 2009.

D'où est venue cette chute ? «Du désintérêt des jeunes instituteurs pour ce métier qui représentait une trop grande charge de travail. La multiplicité des tâches impliquait qu'il fallait se spécialiser et, bien sûr, cela réduisait le temps des vacances», poursuit celui qui, durant sa carrière, devait gérer quatre cours, la direction de l'école et le secrétariat de la mairie.

ERREURS GRAVES

La dégringolade laisse place au désarroi de celles, souvent des femmes, qui exercent ce métier. La Vendéenne Magali Moinard, présidente du Syndicat national des secrétaires de mairie (SNSM), créé en 1989, n'y va pas par quatre chemins : «Vu la conjoncture et toutes les transformations, nous sommes



J.-P. TEILLET/LA GAZETTE

En Vendée, la présidente du Syndicat national des secrétaires de mairie, Magali Moinard, regrette que le nombre d'adhésions ne cesse de s'étioler.

en dissolution. Quand j'ai adhéré au syndicat, en 1995, nous étions 1500. Cela n'a cessé de s'étioler. Aujourd'hui nous avons 200 adhérents et, lors de l'assemblée générale de cette année, il n'y avait que onze personnes», souligne-t-elle. «Les maires ruraux ont pris le pas sur les secrétaires de mairie. Notre rôle est de les informer, mais comme ils ne sont pas formés, ils ne nous écoutent pas», constate-t-elle, désabusée. Tout en regrettant que de nombreux secrétaires de mairie soient devenus des élus politiques ne préservant et ne défendant ni le statut ni le rôle de celles veillant au respect des règles administratives dans les communes.

«Beaucoup de maires pensent que nous sommes "leur" secrétaire. Alors que nous devons répondre au préfet, au procureur et veiller à la légalité des actes. Les maires embauchent de plus en plus de personnes avec de l'expérience en

secrétariat médical ou commercial, mais sans connaissances du budget ou de l'état civil. Il ne faut pas que ça coûte, mais cela pose un certain nombre de soucis car des erreurs graves sont commises», affirme pour sa part Danielle Hautemayou, ancienne présidente du SNSM, basée dans le Cantal.

CHARGE DE TRAVAIL ÉNORME

Un autre syndicat, celui des secrétaires de mairies rurales, a déjà été dissous. «Nous avions une charge de travail énorme et peu d'appuis», commente Muriel Galvin-Taylor, retraitée dans les Hautes-Alpes, toujours active dans le syndicat départemental CFTC de la fonction publique territoriale.

Ces dernières années, plusieurs suicides de secrétaires de mairie sont survenus dans des villages de l'Aude, de l'Aveyron ou en Charente, un signe que la souffrance est bien réelle. ●